



Compte-rendu de la Conférence internationale

INITIATIVES DES COMMUNAUTÉS, POLITIQUES PUBLIQUES ET ÉTAT SOCIAL AU SUD ET AU NORD : LES DÉFIS DE LA PROCHAINE DÉCENNIE

24 et 25 septembre 2008

Université du Québec en Outaouais

René Lachapelle, représentant du RQIIAC à l'ARUC-ISDC

À l'ouverture de la conférence, s'est imposé le constat que nous traversons une période de crise, une crise d'ailleurs multiple puisqu'elle se manifeste aussi bien sur les fronts climatique qu'énergétique, financier et alimentaire, mais aussi sécuritaire. Les modes de régulation mis en place au 20^e siècle et gérés par le Fonds monétaire international et la Banque mondiale sont ébranlés. Les carences qu'ils comportaient sont maintenant évidentes quand on considère l'appauvrissement croissant, les totalitarismes et la persistance de l'inégalité des échanges entre le Nord et le Sud. En même temps s'ouvre un espace dans lequel, sans qu'il n'y ait de projet commun, foisonnent de multiples initiatives porteuses d'alternatives dans des contextes souvent très diversifiés. La grande question soulevée par les conférenciers tourne autour du comment faire pour que tout cela s'organise en fonction de l'intérêt commun?

Panel d'ouverture : état de la question au Nord et au Sud



Gérald Larose, animateur de la séance d'ouverture, soulignait qu'il est affligeant de constater que « ceux qui ont provoqué ou aggravé les crises sont actuellement en position d'avoir une prolongation » puisqu'aussi bien aux USA qu'au Canada les forces conservatrices semblent avoir le vent dans les voiles pour les prochaines élections. En contrepartie de ce libéralisme qui exacerbe les inégalités, il a salué « la présence sur le terrain de milliers d'organisations qui réarticulent des propositions pour l'intérêt commun » et souhaité que la conférence soit une occasion d'examiner ensemble « les gestes qui donneraient du souffle à nos organisations ».

Louis Favreau a identifié quatre enjeux : la pauvreté de 6 milliards de personnes sur une planète qui compte 600 millions de riches, la démocratie qui fait défaut à deux tiers des régimes, le télescopage des multiples crises qui crée une planète à risque, et le débridement de la finance en l'absence d'une régulation mondiale. L'espoir c'est que l'on est en train de remettre en question le consensus de Washington¹ qui détermine depuis deux décennies les politiques économiques mondiales et sur lequel s'appuient les programmes d'ajustement structurel. Il a

¹ Le "consensus de Washington" tire son nom d'un article de l'économiste John Williamson, qui a défini, en 1989, dix recommandations, notamment en direction de l'Amérique latine : discipline budgétaire; réorientation de la dépense publique; réforme fiscale; libéralisation financière; adoption d'un taux de change unique et compétitif; libéralisation des échanges; élimination des barrières à l'investissement direct étranger; privatisation des entreprises publiques; dérégulation des marchés; prise en compte des droits de propriété. La Banque mondiale et le FMI ont ensuite décidé de subordonner leurs prêts à l'adoption de politiques inspirées de ces thèses.

(<http://www.ladocumentationfrancaise.fr/dossiers/banque-mondiale-fmi/glossaire.shtml#c>)

évoqué l'espoir d'un « New Deal écologique » qui passera par l'établissement de passerelles entre les grands mouvements sociaux –paysan, ouvrier, des femmes, écologiste– qui agissent pour l'heure en rangs dispersés.

Humberto Ortiz (Pérou) a affirmé que *nous sommes dans un moment-clé de l'histoire de l'humanité et de l'Amérique latine en particulier*. Les économies latino américaines, profitant d'une intégration plus poussée entre elles et à l'économie mondiale, connaissent une croissance significative. L'avènement de gouvernements progressistes ouvre *un espace pour de nouvelles alternatives politiques étant donné que la pensée politique libérale et néolibérale n'a pas été capable de se renouveler*. Les politiques publiques favorisent la participation de la société civile au développement local et régional, permettant la promotion d'initiatives d'économie solidaire et de commerce équitable. Les accords de commerce n'en demeurent pas moins inéquitables et les traités de libre-échange favorisent *l'exportation des capitaux du Sud au Nord* (78 G\$US en 2004 pour l'ensemble de l'Amérique latine) et *les investissements étrangers directs* (de 1996 à 2000, la propriété étrangère des 200 plus grandes entreprises est passée de 78 à 98). On accorde priorité à la dette sur la réponse aux besoins sociaux. Enfin certaines régions du continent connaissent des crises politiques qui en fragilisent le développement. Trois défis pour la société civile latino américaine : négocier avec les États des politiques publiques à caractère social, faire reculer le libre-échange en poussant l'intégration des économies du continent et exiger des entreprises qu'elles assument leur responsabilité sociale et de la coopération internationale qu'elle soutienne ses initiatives.

Parlant de la situation en Afrique, Sambou Ndiaye (Sénégal) a livré un exposé particulièrement apprécié. *En Afrique*, a-t-il précisé d'entrée de jeu, *l'État est une greffe étrangère* qui ne respecte pas les territoires socio culturels et impose des institutions calquées sur celles de la métropole coloniale. Les États sont donc peu sensibles aux acteurs sociaux en même temps que la mondialisation néolibérale affecte leur légitimité. Ils mettent donc en œuvre un mode de régulation extérieur à la société. De 1960 à 1979, ces États post coloniaux ont fonctionné de façon centralisée. La crise des années 1980 a entraîné la mise en place des programmes d'ajustement structurel prônant que *le meilleur État était moins d'État*, laissant place à l'émergence de nouveaux acteurs en faveur desquels ont été mises en place dans les années 1990 et 2000 des processus de décentralisation et de démocratisation. Le problème c'est que *la reprise économique ne se reflète pas dans le panier local de services*. Les États doivent faire face à *une demande sociale croissante dans un contexte de détérioration des conditions de vie et de crise des organisations non-gouvernementales*. Le défi c'est donc de *construire l'État social de l'intérieur*.

Yves Vaillancourt estime qu'il serait prétentieux de proposer un bilan des avancées et des reculs des politiques publiques au cours de la dernière décennie dans les États du Nord puisque les situations sont multiples. Le Québec par exemple n'est que l'un des quatorze États qui forment le Canada et il s'en distingue à plusieurs égards. Avancées et reculs doivent être considérés *sur la longue durée* et dans une *perspective de transformation sociale*. Cela suppose des *changements institutionnels*, mais aussi des *politiques publiques plus justes et inclusives, construites de façon démocratique et solidaire : la coconstruction démocratique et solidaire passe par le dialogue et la délibération permettant une social-démocratie renouvelée, moins étatiste, plurielle, etc.* À cet égard, au Québec on peut identifier des avancées en ce qui concerne le logement social (20 000 nouvelles unités), les centres de la petite enfance (15 000 emplois), les entreprises d'économie sociale en aide domestique, les 5 000 groupes

communautaires reconnus et soutenus par l'État, les grands outils de financement que sont les fonds de travailleurs, etc. Avec l'arrivée au pouvoir du PLQ en 2003, s'amorce une période de reculs, sans toutefois compromettre les avancées que protègent les mouvements sociaux. *Depuis dix ans au Québec, a-t-il conclu, nous avons eu des avancées timides, mais réelles et certaines représentent un nouveau paradigme à pérenniser.* De ce point de vue, les perspectives internationales devraient nous permettre de *dépasser la désespérance.*

Ateliers : enjeux, acteurs et mouvement sociaux

Trois séries d'atelier ont tenté d'identifier les nouveaux enjeux, les nouveaux acteurs et la contribution des mouvements sociaux au renouvellement des États sociaux.

Dans la première série, plusieurs contributions ont présenté des actions qui innent en termes de rapports Nord-Sud : la coopération entre localités du Nord et du Sud telle que vécue dans la région de Lanaudière avec une communauté du Mali, l'AgriCord dans lequel l'UPA est engagée avec la Fédération internationale des producteurs agricoles (FIPA), la contribution des outils collectifs mis en place par les syndicats québécois à partir de l'expérience de la CSN au Brésil, l'action des organisations de coopération dans le contexte de la Déclaration de Paris², les projets de coopération de proximité comme celle du RQIIAC avec la Fédération des associations de santé communautaire du Mali ou les projets de municipalités québécoises comme le soutien de Montréal à la restructuration des marchés municipaux en Afrique de l'Ouest.

D'autres ont exploré l'environnement institutionnel et les espaces de délibération grâce auxquels peuvent se mettre en réseau ces actions à l'échelle locale et internationale. On a abordé les politiques publiques mises de l'avant par les grandes institutions internationales, les opportunités ouvertes par la Francophonie et le contexte créé par les interventions des grandes fondations : néocolonialisme humanitaire ou solidarité pour le développement? On a aussi évoqué la création d'instances locales de soutien comme le Réseau Ouataouais de solidarité internationale (ROSI), les expériences de Développement et Paix et du programme Uniterra au CECI et les universités d'été du GESQ.

La seconde série d'ateliers portait sur les nouveaux acteurs sociaux et les nouvelles perspectives de développement dont ils sont



² La *Déclaration de Paris*², adoptée le 2 mars 2005, ouvre la porte à un changement d'approche dans le domaine de l'aide internationale en remettant en devant de scène la coopération de gouvernement à gouvernement, dans le but de s'attaquer aux profonds problèmes de gouvernance de certains États. Selon cette approche, il est préférable de financer les programmes gouvernementaux des pays du Sud qui permettent le développement de la société civile et sa participation au développement national, plutôt que de miser sur les projets issus de la société civile. Cette façon de faire encourage la responsabilisation des États du Sud pour qu'ils soutiennent un développement endogène. De façon générale, la vision de l'AIEA est une approche gestionnaire, liée à la croissance économique et à la gouvernance, plutôt qu'une approche de développement, dédiée à l'amélioration de la qualité de vie et à la démocratie. Elle surestime la volonté de développement d'États aux ressources trop maigres et les problèmes de corruption qui caractérisent beaucoup de régimes.

porteurs tant au Nord qu'au Sud. Un atelier tenu avec traduction simultanée a permis un partage sur les organisations locales en Inde, la réforme agraire aux Philippines, la résistance des communautés au Chiapas à la hausse des tarifs d'électricité et la lutte des femmes pour la souveraineté alimentaire dans la région de Santa Catarina au Brésil. Les autres ateliers ont exploré la question à partir des bidonvilles du Pérou, des initiatives urbaines en Afrique de l'Ouest, des communautés rurales québécoises et des villes européennes. On a abordé les conditions de l'action collective dans l'établissement d'un rapport de force et les contributions de la coopération décentralisée, des diasporas africaines et des migrants mexicains, des communautés de base latino américaines et des confréries religieuses africaines.

La troisième série d'ateliers portait sur la contribution des mouvements sociaux. L'atelier sur le mouvement des femmes a mis en évidence les avancées des femmes en Afrique de l'Ouest et les perspectives ouvertes par la Marche mondiale des femmes à l'échelle internationale et ses retombées au Brésil. L'atelier sur le syndicalisme a présenté les orientations qui sous-tendent la création récente de la Confédération syndicale internationale, l'impact sur le syndicalisme



africain des transformations en cours du marché du travail et les stratégies des grandes organisations syndicales québécoises en regard des enjeux de la mondialisation. L'atelier sur le renouveau coopératif a porté sur l'établissement d'une mondialisation équitable qui se concrétise au Québec comme en Amérique latine par de nouvelles initiatives coopératives, mais aussi à l'échelle internationale par la recherche de modes efficaces de développement des alternatives.

Enfin sur le front des organisations paysannes on a discuté de la position des paysans du Sud dans les tractations de l'Organisation mondiale du commerce, du soutien de l'UPA-DI au réseau ouest-africain d'organisations paysannes et la contribution de celles-ci au développement de leur communauté.

Un mouvement citoyen international serait-il en gestation?

La table ronde de clôture a mis à contribution divers points de vue d'acteurs sur la création d'un espace international d'action citoyenne, à partir notamment des Forums sociaux mondiaux (FSM).

Jacques Létourneau a ouvert l'échange en présentant le point de vue du mouvement syndical. La refondation d'une organisation syndicale internationale, la CSI, est très reliée à la transformation de la nature du travail. Le déclin des industries manufacturières et la montée du travail immatériel et des services au Nord, de même que les économies émergentes au Sud où migrent les entreprises manufacturières, créent les conditions d'une précarisation pour tous. Les organisations syndicales sont confrontées à des règles du jeu qui échappent à leurs modes d'action habituels. C'est dans la mouvance du FSM qu'est née la campagne pour un travail décent à l'échelle internationale à laquelle toutes les centrales québécoises vont contribuer le 7 octobre. La CSI reconnaît qu'avec des modes de délibération dont les règles sont *plutôt « artistiques » du point de vue d'organisations structurées*, le FSM contribue à *la création d'une conscience mondiale pour la résistance, mais aussi pour le développement d'alternatives*.

Meena Menon, de Focus on the Global South (Inde), a présenté la mobilisation de Seattle (1999) comme *un choc contre les grandes organisations monolithiques qui ont les moyens d'influencer l'économie mondiale*. Les rencontres se font maintenant sous haute protection! Cette mobilisation repose sur des démarches locales et nationales vigoureuses et se proposent de *montrer aux États que l'opinion publique peut réussir : le nouvel état d'esprit est que c'est possible*. Mais les manifestations ne suffisent pas, *il faut aussi des institutions nationales capables d'établir des liens à l'échelle internationale*. Le FSM est un *espace aménagé, chaotique et exigeant, mais aussi passionnant, car des centaines de milliers de personnes y ont l'occasion de créer des alliances*.



Mamadou Cissokho, du Regroupement des organisations paysannes et des producteurs agricoles de l'Afrique de l'Ouest (ROPPA) et du Conseil national de concertation et de coopération des ruraux (CNCR) du Sénégal, a d'abord clarifié que ce qui sous-tend le mouvement à l'échelle internationale c'est *qu'il n'y a pas de consensus global ni au Nord, ni au Sud* et donc *qu'il faut des discussions importantes pour avoir les idées claires*. En Afrique, 70 % des travailleurs sont des ruraux, mais il n'existe pas de cadre législatif pour encadrer leur condition de travailleurs. Cela aussi est un héritage colonial : *la reconnaissance de l'agriculture familiale ne fait pas de place aux formes modernes d'organisation sociale et d'éducation*. Le mouvement paysan représente *la majorité qui nourrit les gens* et c'est à ce titre qu'il *soutient et participe au mouvement citoyen international*. Il a demandé que l'information sur le Sud *ne se limite pas aux catastrophes, mais montre le Sud qui se construit*.



Philippe Frémeaux, directeur d'*Alternatives économiques* (France), est parti du fait que *le concept de mondialisation s'est imposé récemment après les années 1990* et qu'il faut bien prendre en compte que *le néolibéralisme répond à des aspirations à l'enrichissement et à l'urbanisation de nos sociétés*. Il a ensuite insisté sur le fait que l'affaiblissement des États et l'affirmation de la société civile n'aboutissent pas nécessairement à une société civile internationale : *elles demeurent*

très nationales. Le processus en cours c'est *un partage réciprocaire d'expériences*. C'est là-dessus que repose le succès du FSM : *réunir les organisations à tous les niveaux comme des poupées gigognes*. La mondialisation néo libérale est un échec, mais *les initiatives « bottom up » ne suffisent pas, il faut aussi des États*. Il a donc invité à *créer des espaces pour définir l'intérêt commun aux demandes du Sud comme aux intérêts du Nord*.

Au terme de l'exercice...

La question qui se dégage de l'ensemble assez impressionnant d'actions efficaces pour la transformation des collectivités locales et la création de mécanismes de partage et de soutien à

toutes les échelles, c'est comment rendre structurantes ces diverses initiatives? C'est à ce niveau que revient régulièrement la question du rôle des États nationaux. Ils demeurent, quoi qu'on en dise, l'outil majeur de régulation des sociétés. Il n'est pas possible de penser sans eux un saut qualitatif en termes de développement puisqu'il est de leur ressort d'adopter des politiques publiques capables de donner une portée déterminante en termes de bien commun aux innovations sociales.

Les grands mouvements sociaux (syndicalisme, féminisme, coopération, etc.) ont aussi leur part de responsabilité. On insiste souvent sur les ruptures entre les diverses générations dans les organisations, mais l'action exige de reconnaître aussi les continuités sur lesquelles on peut développer passerelles, appuyer des solidarités. Sur le terrain de la coopération dans chaque sociétés et davantage encore entre les sociétés du Nord et du Sud, il faut bien reconnaître que les cadres de référence demeurent profondément marqués par la diversité des cultures. Il ne suffit pas d'en affirmer l'existence, il faut aussi en tenir compte dans la façon de définir des enjeux et des actions.

Les travaux de la conférence ont permis une exploration de mécanismes susceptibles de favoriser des passerelles entre les porteurs d'initiatives et les acteurs politiques responsables d'établir démocratiquement les règles du vivre ensemble. Cela soulève des questions stratégiques. Les nouveaux acteurs du développement doivent non seulement se concerter, mais aussi négocier avec les tenants du pouvoir et donc savoir établir des rapports de force. La recherche du bien commun passe par l'élargissement de la démocratie et les États ont des responsabilités sur le terrain social qui appellent un renouvellement de l'action politique.

La conférence s'est conclue par une Déclaration qui a rallié l'assemblée et que les participantes et participants ont été invités à faire circuler dans leur milieu respectif.

Déclaration de la Conférence internationale de Gatineau (Québec, Canada) des 24 et 25 septembre 2008

Nous sommes ici trois cent vingt-cinq personnes, acteurs de toutes les générations, promoteurs, chercheurs, têtes de réseaux, responsables de mise en route de nouvelles politiques publiques, tous et toutes partisans et partisans d'une solidarité internationale repensée, d'une justice économique et sociale générale et d'une mondialisation équitable.

Ensemble, nous constatons que l'économie mondiale déréglementée sème le désarroi, crée de la précarité et favorise la montée des inégalités, y compris entre les hommes et les femmes ; que la planète est en état de survie ; que de grandes multinationales et des partis politiques conservateurs réussissent à convaincre des populations qu'il leur faut combattre l'État plutôt que de le voir assumer un rôle de direction permettant de répondre à leurs besoins et à leurs aspirations.

Ensemble, nous constatons aussi que, tant au Nord qu'au Sud, des centaines de milliers de personnes et des dizaines de milliers d'organisations et de mouvements remettent en question le mode dominant de production et de consommation, et proposent un modèle de développement durable et solidaire ; que des initiatives cherchent à renforcer l'État en lui redonnant un rôle actif

dans l'économie, l'emploi et dans la redistribution de la richesse collective ; que des mouvements sociaux et des organisations sont toujours plus nombreux à construire de nouveaux lieux d'apprentissage et d'exercice de la citoyenneté et de la démocratie dans le sens de l'intérêt général.

Et ensemble, nous convenons :

1. Que les crises énergétique, climatique, alimentaire et financière, additionnées à la montée des inégalités sur la planète et à l'affaiblissement de la mission sociale des États tant au Nord qu'au Sud, font courir aux populations et à la planète des risques inédits.
2. Que nous sommes de plus en plus nombreux à être vivement conscients de la nécessité d'internationaliser les différents fronts de lutte (environnement, femmes, paysans, autochtones, communautés locales sous pression, commerce équitable, etc.) et de développer des nouvelles pratiques prometteuses de coopération solidaire Nord/Sud, Nord/Nord et Sud/Sud (renouveau dans le mouvement syndical international, renouveau dans le mouvement coopératif et mutualiste, retour des paysans et producteurs agricoles sur l'avant-scène, consolidation des réseaux de groupes de femmes, etc.).
3. Que le défi de l'interculturalité et de l'échange solidaire du Nord et du Sud dans les mouvements et entre les organisations demeure entier et qu'il doit être relevé.
4. Que, dans l'objectif de mettre en place un modèle de développement solidaire, durable et au service des personnes, l'on valorise les circuits courts, la souveraineté alimentaire et des services sociaux de proximité équitables. Il nous faut également, tant au Nord qu'au Sud, travailler à la reconquête de la souveraineté politique de nos États.
5. Que nos États doivent reconnaître la société civile, ses mouvements et ses organisations pour la mettre à contribution dans l'élaboration de politiques publiques et l'organisation des services à leurs populations.
6. Que nos États doivent œuvrer à la démocratisation des grandes institutions économiques, sociales et culturelles internationales.
7. Que les politiques de coopération internationale doivent tabler d'abord et avant tout sur l'échange des savoirs, des expertises et des services entre les mouvements et les organisations de la société civile. En conséquence nos États doivent remplacer la Déclaration de Paris par un nouvel agenda de l'efficacité de l'aide basé sur les droits humains, l'égalité des sexes et le respect de l'environnement.
8. Que nous devons interpeller nos organisations nationales de même que nos grands réseaux tels l'Alliance coopérative internationale (ACI), la

Confédération syndicale internationale (CSI), la Fédération internationale des producteurs agricoles (FIPA) et Via Campesina, la Marche mondiale des femmes (MMF), le Réseau intercontinental de promotion de l'économie sociale et solidaire (RIPESS), les Rencontres d'économie sociale du Mont-Blanc (RMB), le réseau de la finance solidaire INAISE, les réseaux internationaux d'ONG et d'OCI, les réseaux de recherche sur les questions Nord-Sud afin qu'ils se concertent davantage et de façon plus structurée sur la base d'un plan d'information, de communication et d'action qui soit à la hauteur des enjeux actuels de la planète, tout à la fois locaux et internationaux.

9. Que le type de rencontre vécue à Gatineau les 24 et 25 septembre 2008 mettant en présence une variété d'acteurs appartenant aux grands réseaux et provenant de toutes les parties du monde est à rééditer périodiquement.
10. Qu'au terme de cet exercice, nous nous sentons encore davantage **RESPONSABLES AUSSI DU MONDE** comme nous y engageait la déclaration du Québec au sortir des États généraux de l'AQOCI en 2006.



**Groupe d'Économie
Solidaire du Québec**